SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 FÉVRIER 1922

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession.

(Voir les n°s 227 (session de 1919-1920), 10, 98 (session de 1920-1921) et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 27 avril 1921; le n° 104 (session de 1920-1921) du Sénat.)

Présents : MM. le comte GOBLET D'ALVIELLA, président; CARTON, le baron DE BECKER REMY, DESWARTE, DU BOST, le baron ORBAN DE XIVRY, VAN FLETEREN, VAUTHIER et MOSSELMAN, rapporteur.

MESSIEURS,

Il y a plus de trente ans, Mademoiselle P., porteur d'un diplôme régulier de docteur en droit, requérait être admise à la prestation du serment préalable à l'exercice de la profession d'avocat, conformément à l'article 20 de la loi du 20 mai 1876 et aux articles 13 et 14 du décret du 14 décembre 1810.

Cette requête fut écartée par un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 12 décembre 1888 (*Pand. pér.* 1889, n° 140, p. 151).

La demanderesse soutenait que les textes en vigueur relatifs à la constitution du barreau étant conçus en termes généraux, sans distinction entre hommes et femmes, ne comportent pas l'exclusion de celles-ci, au défaut d'une clause restrictive expressément écrite.

La Cour basait son rejet sur l'esprit de la législation ancienne et moderne, qui, eu égard aux mœurs et aux traditions, n'avait pas envisagé qu'une femme pût s'adonner à la pratique du barreau.

« Même de 1790 à 1804 », dit l'arrêt, « alors que la liberté eut parfois été poussée jusqu'à la licence la plus effrénée, jamais aucune femme n'a soulevé semblable prétention ».

La Cour appuyait en outre sa décision sur des considérations d'ordre social :

« Attendu que la nature particulière de la femme, la faiblesse relative de sa constitution, la réserve inhérente à son sexe, la protection qui lui est nécessaire, sa mission spéciale dans l'humanité, l'éducation qu'elle doit à ses enfants, la direction du ménage et du foyer domestique confiée à ses soins, la placent dans des conditions peu conciliables avec les devoirs de la profession d'avocat et ne lui donnent ni les loisirs, ni la force, ni les aptitudes nécessaires aux luttes et aux fatigues du barreau. »

Le 31 octobre 1889 (*Pand. pér.* 1890, n° 135, p. 135), la Cour de cassation confirmait l'arrêt de la Cour d'appel en invoquant les raisons de droit reprises à cet arrêt.

La Cour suprême disait d'autre part :

« Qu'elle n'a pas à se prononcer sur les motifs que l'arrêt attaqué déduit de la nature particulière de la femme et de son rôle dans la société, pour justifier son exclusion de la profession d'avocat. »

« Que la solution de cette question est réservée au législateur. »

En 1901, une proposition émanant de MM. Emile Vandervelde, Hector Denis, Hubin et Paul Janson, fut déposée à la Chambre des Représentants aux fins d'admettre les femmes au barreau.

Ce projet ne parvint à la Section centrale qu'en 1912.

La proposition fut rejetée.

* *

Les idées ont évolué.

L'arrêt de 1888 tirait argument de ce que la France et les États continentaux réservaient au sexe masculin seul l'office du barreau, ou excluaient même les femmes des études universitaires.

La proposition actuelle allègue précisément en sa faveur l'exemple des États-Unis et d'autres nations du Nouveau-Monde, de même que de diverses nations européennes : la Roumanie, la Russie, la Suède, la Norvège, la Suisse, la Hollande et la France, qui, dès 1900, a reconnu aux femmes la faculté de participer à l'œuvre judiciaire en qualité d'avocat.

* *

Le vœu idéal de la nature est, semble-t-il, de voir la femme se consacrer principalement au rôle d'épouse et de mère.

En donnant l'affectueux concours de sa sensibilité au mari, au père, elle assure à celui-ci plus de liberté et plus de force dans les luttes extérieures parfois âpres et rebutantes pour la conquête des ressources nécessaires au développement harmonieux de la famille.

En se vouant à l'embellissement du foyer; autour du berceau, aux soins vigilants qu'exige la santé des enfants, à ceux plus complexes encore de leur éducation, de la formation des caractères et de la mise en valeur rationnelle des prédispositions et des aptitudes patiemment découvertes et étudiées, l'épouse a devant elle un champ d'action assez vaste, une tâche assez noble pour mériter l'emploi de toutes les heures de l'existence.

Les problèmes philosophiques, scientifiques qu'elle comporte, offrent aux jeunes femmes d'intellectualité supérieure de nombreux sujets d'étude et mille possibilités de démontrer qu'elles ne sont point moralement ni intellectuellement inférieures aux personnalités masculines les plus distinguées.

* * *

Mais dans l'élaboration des lois positives, il convient de s'écarter de la pure spéculation théorique et de ne point considérer le genre féminin sous l'aspect d'un type unique, permanent et synthétique, de « La Femme ».

Toutes nos sœurs ne trouvent point dans leur milieu les conditions favorables à la réalisation, même lointaine, de l'idéal. Dans la réalité beaucoup d'entre elles ne deviennent ni épouses ni mères. Nombreuses aussi sont les pauvres, fatalement vouées à réclamer à de durs travaux les ressources nécessaires à elles-mêmes et à la famille.

Sans analyser les causes, nous voyons en ce moment les femmes s'adonner de plus en plus à des professions exercées jusqu'ici par les hommes, dans l'industrie et le commerce, dans les administrations, dans les professions libérales.

On peut regretter cette tendance, la considérer à certains égards comme un recul de la civilisation, voire même comme un péril pour la race et souhaiter qu'il n'y ait là qu'une phase momentanée dans les à-coups de l'évolution.

Mais la législation positive ne peut la méconnaître et rester immuable devant un mouvement d'une telle intensité. Elle doit avoir la plasticité suffisante pour s'adapter aux mœurs et aux nécessités des temps présents et ne pas s'opposer à des courants que les volontés individuelles sont impuissantes à maîtriser.

On ne doit mettre aucun obstacle à la liberté du choix des professions, pour les femmes non plus que pour les hommes, si ce n'est pour des motifs graves d'ordre public, de protection des faibles, d'intérêt social.

* * *

Que l'on proscrive, pour les femmes, les travaux déprimants; que l'on mette leur faiblesse ou leur ignorance à l'abri des abus et de l'exploitation, c'est un devoir de protection nécessaire au bien de la collectivité.

Mais la question des femmes-avocats n'a pas cet aspect, ni cette ampleur.

Il n'est pas probable que le nombre de celles qui pratiqueront le barreau soit suffisant pour exercer une influence sur l'économie générale.

Les expériences faites dans les autres pays ne révèlent pas non plus que

l'admission des femmes au prétoire ait porté atteinte à la bonne administration, ni au prestige de la justice.

D'autre part, maintenir l'exclusion, restreindre la liberté, en vue de protéger des femmes appartenant à la classe aisée et jouissant des lumières d'une instruction supérieure, contre l'éventualité d'une désillusion, serait faire preuve d'une sollicitude excessive et non désirée.

Si une jeune femme intelligente s'est imposé la longue et laborieuse tâche de conquérir le diplôme de docteur en droit en vue de se faire une position honorable au barreau, comme d'autres y arrivent dans l'art de guérir; et même si, simplement impressionnée par les discussions oiseuses sur l'infériorité ou la supériorité du genre féminin, elle a voulu prouver l'égalité intellectuelle des sexes, quel intérêt aurait la société à mépriser son travail et à briser ses espérances?

Ne serait-ce pas, peut-être, par un traditionnalisme intransigeant, supprimer la possibilité de quelque révélation inattendue?

Et il faut garder aussi une grande confiance dans le bon sens des femmes belges.

Il n'y a donc pas lieu de rejeter le principe de la proposition de loi soumise à la Commission.

ARTICLE PREMIER.

§ I.

Il faut noter que la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article premier implique pour les femmes, comme pour les hommes, le bénéfice des dispenses à demander au gouvernement par les personnes ayant obtenu certains diplômes à l'étranger. (Loi du 3 juillet 1891. — Arrêté royal du 1^{er} août même année.)

§ II.

La formule adoptée pour la rédaction de ce paragraphe, laisse le lecteur sans indication sur la nature de la disposition, tant qu'il n'a pas compulsé les divers textes cités.

Ceux-ci comportent, en résumé, pour les avocats belges, âgés de 25 ans, inscrits au tableau de l'ordre, l'obligation légale et le devoir professionnel de siéger au tribunal, lorsqu'ils en sont requis par le président, pour suppléer, dans certains cas, les magistrats absents.

La confrontation des termes un peu vagues du paragraphe 2, avec ceux de l'exposé des motifs, disant vouloir *exempter* les femmes du *devoir de suppléance*, a suscité la question de savoir si la femme-avocat, exemptée de l'obligation, ne conserverait pas la *faculté* de consentir à *assumer volontairement* la charge. La réponse est négative.

La disposition a une portée absolue : *les femmes-avocats ne peuvent être appelées à suppléer les magistrats.*

On pourrait résumer le paragraphe II, et le remplacer par la phrase ci-dessus soulignée.

Cette interprétation concorde avec la réponse à la question générale, posée également, de savoir si les femmes-avocats auraient accès à la magistrature ?

La loi que nous étudions, n'aura pas pour effet d'habiliter les femmes à remplir les fonctions judiciaires, dont elles sont écartées par la tradition et les lois actuellement en vigueur.

Il n'est pas inutile de fixer ce point, car, ainsi que le rappelle la Cour de cassation dans son arrêt du 31 octobre 1889, la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869 ne fait point de distinction entre hommes et femmes, lorsqu'elle indique les conditions requises pour obtenir une charge de magistrat, assis ou debout.

Peut-être, la thèse soutenue jadis, par d'éminents juristes, en faveur de l'admission des femmes au barreau, aurait-elle pu être reprise en faveur de l'accession des femmes-avocats à la magistrature en s'appuyant, par surcroît, sur la présente loi qui rompt avec la tradition séculaire d'exclusion.

Si problématique que puisse être le succès de ce soutènement, mieux vaut éviter la contestation possible, qui ne manquerait pas de jeter un certain trouble dans l'administration de la justice, tout en nuisant aux intérêts des justiciables.

Qu'il s'agisse de magistrature effective ou de suppléance, une orientation nouvelle en la matière doit être réservée à la législature de l'avenir.

Cette étude se rattachera d'ailleurs à une réforme de l'organisation judiciaire, plutôt qu'à une modification des règles du barreau.

ART. 2.

Le mariage est une association d'âmes et de biens dont les résultats heureux dépendent surtout de l'affection des époux et de leur sens pratique.

Mais tenant compte de l'humaine imperfection, la loi générale envisage la possibilité de divergences de vues dans la gestion morale ou matérielle de l'œuvre commune ; et, voulant éviter l'immixtion de personnes étrangères dans l'intimité du ménage, le Code civil attribue au mari voix prépondérante, tout en lui imposant des devoirs impérieux de bienveillance et de protection à l'égard de sa compagne.

Il en résulte que celle-ci doit être autorisée par son mari pour divers actes de la vie civile, notamment pour les actes de disposition de son patrimoine et pour obliger la communauté.

Une autorisation générale, même par contrat de mariage, est interdite par le Code civil.

Or, on conçoit qu'il ne peut être question d'une autorisation spéciale à obtenir du mari pour chaque acte de disposition et pour chaque engagement ; aussi, l'article 2 du projet, par dérogation à l'article 223 du Code civil, prévoit une autorisation unique qui permettra à l'épouse de s'obliger, sans autre formalité analogue, pour tout ce qui concerne l'exercice de la profession, tel qu'il est déterminé par les lois et les usages (art. 5 du projet).

Cette autorisation sera *expresse ou tacite*, dit le projet de loi.

La Commission estime qu'il faut écarter l'autorisation tacite.

En cas de conflit entre les époux ou leurs représentants, la preuve d'une telle autorisation donnerait lieu à des discussions irritantes et à la divulgation en justice des détails les plus intimes de la vie de famille.

Quand la preuve de l'autorisation tacite devra être fournie par un tiers, la recherche des éléments sera plus pénible encore pour les époux, et la preuve à suffisance de droit sera souvent impossible au demandeur.

En toute hypothèse, l'obligation d'une autorisation expresse écarte ces discussions et ces désagréments ; elle donne à la femme une situation nette, qui lui épargnera l'éventualité de procès et d'enquêtes peut-être bien douloureuses et humiliantes.

Exprimée en forme authentique au greffe du tribunal de première instance auprès duquel exercera l'intéressée, et transmise en expédition au secrétariat du barreau, elle offrira tous apaisements aux tiers et augmentera ainsi la confiance en l'épouse avocat.

Il est raisonnable, d'ailleurs, de réclamer du mari un acte réfléchi, une volonté catégoriquement exprimée, si l'on considère qu'il sera tenu jusque sur ses biens propres des engagements contractés par l'épouse seule.

La formalité devra s'accomplir même au cas du mariage d'une femme exerçant déjà la profession d'avocat.

Il n'y a point là de procédé désagréable ni vexatoire, pas plus que ne le sont les actes de l'état civil, et les déclarations au greffe, exigées dans d'autres circonstances de la vie civile.

L'article 2 serait libellé comme suit :

« La femme mariée est capable d'exercer la profession d'avocat moyennant l'autorisation expresse de son mari, exprimée par déclaration faite au greffe du tribunal de première instance auprès duquel exercera l'intéressée, et transmise en expédition au Secrétariat du Barreau. »

* * *

Le projet primitif instituait, au cas de refus d'autorisation par le mari, un recours devant le juge de paix.

La Section centrale de la Chambre des Représentants, d'accord avec l'honorable Ministre de la Justice, a supprimé cette disposition.

Une telle procédure constituait une intervention trop hâtive de la justice dans les affaires du ménage, sans compter qu'il eût été particulièrement grave d'imposer au mari les responsabilités dont nous avons parlé, malgré lui, au péril du patrimoine entier de la famille.

ART. 3.

Cet article envisage le cas où le mari, estimant que les occupations de l'épouse au barreau offrent de graves inconvénients pour la vie commune, la bonne administration du ménage ou l'accomplissement des devoirs de famille, se déciderait à révoquer l'autorisation donnée antérieurement.

A l'encontre de ce que nous avons vu à l'article 1^{er}, le projet de loi permet ici un recours devant le tribunal de première instance.

On a estimé qu'en ce cas le conflit existe en fait et qu'il a un caractère spécial de gravité.

On n'a pas voulu exposer la femme, qui se serait fait une situation par son travail, avec l'assentiment du mari, à voir briser sa carrière sur la seule appréciation de celui-ci.

Il convient qu'un arbitre impartial soit appelé à contrôler la valeur des motifs de révocation.

* * *

Quant au texte, la Commission propose de supprimer le mot *directement* considéré comme inutile et d'ajouter les mots *de première instance* après le mot tribunal.

* * *

Il semble que l'article 3, visant la révocation, trouverait plus logiquement sa place après les articles 4 et 5 qui achèvent de définir l'autorisation imposée par l'article 2.

ART. 4.

Cette stipulation ne fait que consacrer une réalité.

En cas d'absence légale du mari, de son interdiction ou de l'impossibilité de manifester sa volonté, la malheureuse épouse est abandonnée à elle-même.

Virtuellement veuve elle doit jouir de sa pleine liberté.

Le rapport, très fouillé, de l'honorable Représentant Mabille contient à ce sujet, comme à beaucoup d'autres d'ailleurs, d'intéressantes considérations.

ART. 5.

§ I.

L'alinéa premier, paraphrasant l'article 220 du Code civil relatif à la femme marchande publique, se justifie de lui-même.

Ayant une autorisation générale d'exercer la profession, il n'y a plus lieu de recourir à des autorisations spéciales pour chacun des engagements qui rentrent dans le cadre normal de cet exercice.

§ 2.

Il paraît logique et conforme aux principes, en cas de communauté entre époux, que le mari soit responsable des obligations contractées par la femme en vertu de l'autorisation donnée par lui.

Il semble au contraire excessif que la communauté et l'époux puissent être tenus lorsque l'épouse a agi sans aucune autorisation.

La question est traitée par les auteurs à propos de la femme marchande publique autorisée par justice en cas d'absence ou d'interdiction du mari en vertu de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1872. (BELJENS. *Encyclopédie du droit commercial*, 1910, t. 1, art. 9, n° 15. — *Id. Code civil*, 3^e édit., art. 1426, n° 3 et suiv., Namur, t. 1, n° 160, p. 10)

« Mais que décider si la femme est marchande publique avec la seule autorisation de la justice ? »

« Supposons que le commerce de la femme n'ait point prospéré.

» Les créanciers commerciaux auront-ils action sur les biens de la communauté ?

» Pourront-ils en outre poursuivre les biens personnels du mari ? »

« Il nous semble qu'on est forcé de répondre affirmativement bien que cette solution soit contraire aux principes généraux du droit et de nature à entraîner de graves inconvénients.

» En effet, un mari interdit ou absent peut être ruiné par un commerce exercé sans son consentement et même à son insu. Si l'on avait songé à la question lors de la confection de la loi nouvelle, il est probable que l'on aurait respecté les principes généraux du Code civil. Mais on a beau lire et relire les travaux préparatoires, on reste convaincu qu'il y a eu un oubli fort regrettable. Quoi qu'il en soit, et malgré l'absurdité des conséquences auxquelles il aboutit, le texte de l'article 10 nous paraît absolu et trop formel pour qu'on puisse y introduire une exception qui ne serait néanmoins que l'application du droit commun. »

Le projet de loi qui nous est soumis va plus loin que la loi du 15 décembre 1872, elle rend la communauté et le mari personnellement tenus de dettes contractées par la femme *sans autorisation de qui que ce soit*.

La Commission de la Justice estime que nous ne devons pas dépasser, ni renouveler l'erreur commise en matière commerciale et qu'il faut nous en tenir aux principes généraux du Code civil.

Elle propose de rédiger le paragraphe 2 de l'article 5 de la manière suivante :

Lorsqu'il y a communauté entre les époux, la femme oblige la communauté et le mari si elle agit en conformité de l'article 2; elle n'oblige qu'elle-même lorsqu'elle agit en vertu de l'article 4. »

* * *

Au cas où l'article 3 prendrait la place de l'article 5, il y aurait lieu de modifier certains chiffres dans divers articles pour la concordance.

En conclusion, votre Commission vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de loi qui vous est soumis avec les amendements ci-après libellés.

Le Rapporteur,
MOSELMAN.

Le Président,
Comte GOBLET d'ALVIELLA.

**Amendements proposés
par la Commission de la Justice.**

ARTICLE PREMIER.

Remplacer le deuxième alinéa par le texte ci-après :

Les femmes avocats ne peuvent être appelées à suppléer les magistrats.

ART. 2.

Rédiger cet article comme suit :

La femme mariée est capable d'exercer la profession d'avocat moyennant l'autorisation expresse de son mari, *exprimée par déclaration faite au greffe du tribunal de première instance auprès duquel exercera l'intéressée, et transmise en expédition au secrétariat du Barreau.*

ART. 3.

(Deviendrait article 5.)

En cas de révocation de cette autorisation, la femme a le droit de citer son mari devant le tribunal *de première instance* qui peut... (le reste comme à l'article).

ART. 4.

(Deviendrait article 3.)

ART. 5.

(Deviendrait article 4.)

Remplacer le deuxième alinéa par le texte suivant :

Lorsqu'il y a communauté entre les époux, la femme oblige la communauté et le mari si elle agit en conformité de l'article 2; elle n'oblige qu'elle-même lorsqu'elle agit en vertu de l'article 4.

**Amendementen voorgesteld
door de Commissie voor de Justitie.**

EERSTE ARTIKEL.

Lid 2 te vervangen door den volgende tekst :

De vrouwen-advocaten mogen niet opgeroepen worden om magistraten te vervangen.

ART. 2.

Dit artikel te doen luiden :

De gehuwde vrouw is bevoegd om het beroep van advocaat uit te oefenen met uitdrukkelijke machtiging van haren man, *verleend bij verklaring gedaan ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, waarbij de belanghebbende haar beroep zal uitoefenen, en in afschrift overgemaakt aan de secretarie der Balie.*

ART. 3.

(Zou opgenomen worden als artikel 5.)

Wordt deze machtiging ingetrokken, dan heeft de vrouw het recht haren man te dagvaarden voor de rechtbank *van eersten aanleg*, die ... (het overige zooals in het artikel).

ART. 4.

(Zou opgenomen worden als artikel 3.)

ART. 5.

(Zou opgenomen worden als artikel 4.)

Lid 2 te vervangen door den volgende tekst :

Indien er gemeenschap is tusschen de echtgenooten, verbindt de vrouw de gemeenschap en haren man, indien zij handelt overeenkomstig artikel 2; zij verbindt slechts zich zelve, wanneer zij handelt krachtens artikel 4.